

Allocation provisionnelle : en matière administrative

Auteur :

Bruno DUPONCHELLE

Président honoraire de la Compagnie des experts près la Cour administrative d'appel de Douai

1. Mise en œuvre – En l'absence de consignation d'une provision pour honoraires et frais d'expertise à la régie du tribunal, le code de justice administrative permet à l'expert de demander une allocation provisionnelle.

Démarche de l'expert ou du sapiteur :

L'expert présente une demande d'allocation provisionnelle au président de la juridiction. Si un sapiteur a été désigné, il lui appartient de faire cette demande.

Décision du président :

Le président rend une ordonnance qui fixe le montant de l'allocation et désigne la ou les parties qui devront la verser.

Absence de recours :

La décision du président ne peut faire l'objet d'aucun recours ; c'est un acte administratif.

Montant de l'allocation provisionnelle :

L'allocation provisionnelle peut atteindre le montant total des frais et honoraires déjà taxés, notamment dans l'attente du jugement au fond qui attribue la charge des frais de justice lorsque l'expertise a été décidée par un jugement du tribunal.

2. Commentaires

2.1. Procédure

Absence de versement d'une allocation provisionnelle :

A la demande de l'expert, le président de la juridiction signe une mise en demeure de payer dans un délai fixé.

Le président peut soumettre l'incident à une séance d'expertise.

Si le délai n'est pas respecté et si le rapport n'est pas déposé, le président peut ordonner le dépôt d'un rapport se limitant au constat des diligences effectuées

2.2. Recommandations

Il est recommandé :

- d'accompagner la demande d'allocation provisionnelle d'un budget des honoraires et frais prévisibles,
- de demander dès le démarrage des opérations d'expertise une allocation provisionnelle qui couvre l'ensemble du budget ; des allocations provisionnelles complémentaires pourront être demandées par la suite en cas de difficulté non prévue,
- de ne pas poursuivre les opérations d'expertise tant que l'allocation provisionnelle n'a pas été versée à l'expert,
- de rappeler au sapiteur qu'il doit lui-même faire les demandes d'allocation provisionnelle le concernant,
- de saisir sans tarder le président de la juridiction si l'allocation provisionnelle n'est pas versée dans le délai prescrit

3. Textes applicables - Extraits du Code de justice administrative

R. 621-12 - Le président de la juridiction, après consultation du président de la formation de jugement, ou, au Conseil d'Etat, le président de la section du contentieux peut, soit au début de l'expertise, soit au cours de l'expertise ou après le dépôt du rapport et jusqu'à l'intervention du jugement sur le fond, accorder aux experts et aux sapiteurs, sur leur demande, une allocation provisionnelle à valoir sur le montant de leurs honoraires et débours.

Il précise la ou les parties qui devront verser ces allocations. Lorsque l'expertise a été ordonnée sur le fondement du titre III ou du livre V, cette allocation provisionnelle est, en principe, mise à la charge de la partie qui a demandé le prononcé de la mesure d'expertise. Toutefois pour des raisons d'équité, elle peut être mise à la charge d'une autre partie ou partagée entre les parties. La décision ne peut faire l'objet d'aucun recours.

R. 621-12-1 - L'absence de versement, par la partie qui en a la charge, de l'allocation provisionnelle, dans le mois qui suit la notification de la décision mentionnée à l'article R.621-12, peut donner lieu, à la demande de l'expert, à une mise en demeure signée du président de la juridiction.

Si le délai fixé par cette dernière n'est pas respecté, et si le rapport d'expertise n'a pas été déposé à cette date, l'expert est appelé par le président à déposer, avec sa note de frais et honoraires, un rapport se limitant au constat des diligences effectuées et de cette carence, dont la juridiction tire les conséquences, notamment pour l'application des dispositions du deuxième alinéa de l'article R.761-1.

Le président peut toutefois, avant d'inviter l'expert à produire un rapport de carence, soumettre l'incident à la séance prévue à l'article R.621-8-1.

R. 621-14 - L'expert ou le sapiteur ne peut, en aucun cas, et sous quelque prétexte que ce soit, réclamer aux parties ou à l'une d'entre elles une somme quelconque en sus des allocations provisionnelles prévues à l'article R. 621-12, des honoraires, frais et débours liquidés par le président du tribunal ou de la cour ou, au Conseil d'Etat, le président de la section du contentieux.